

Questions orales

aux Canadiens qui ont perdu leur emploi dans des usines qui ont fermé définitivement leurs portes.

Je voudrais dire au ministre que cet accord commercial comprend de nombreux éléments qui, à mon avis, rendront plus équitable l'économie mondiale et qui seront plus favorables aux habitants de tous les pays. En décembre dernier, je lui ai demandé s'il envisagerait dans le cadre d'un accord commercial d'étudier les conditions de travail, les normes d'hygiène et de sécurité et les conditions environnementales, et le ministre m'a répondu que c'était une idée absurde.

Je demande à nouveau au ministre, s'il désire vraiment que les accords internationaux avantagent les travailleurs et tous les citoyens, d'insister pour que les conditions de travail, les normes d'hygiène et de sécurité et les conditions environnementales fassent partie de tous les accords commerciaux internationaux.

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, pourrais-je commencer par répondre à ma collègue que les exportations, par exemple, des produits agricoles canadiens aux États-Unis ont augmenté de 20 p. 100 en 1990 par rapport à 1989?

Les agriculteurs ne sont pas les sociétés disparues dont parle ma collègue. En 1989, les exportations de produits agricoles aux États-Unis ont augmenté de 13 p. 100 par rapport à 1988.

J'ai ici un document provenant du Mexique, intitulé «Mexico Towards a Better Environment», qui est imprimé sur du papier recyclé contenant jusqu'à 40 p. 100 de cellulose de paille, ce qui prouve bien les efforts que déploient les Mexicains pour trouver des solutions aux problèmes de l'environnement et de la pollution que peut avoir ma collègue.

L'environnement est notre problème à tous. Plus le Mexique s'enrichira, plus il disposera de moyens pour combattre la pollution, pour augmenter les salaires et pour améliorer les conditions de travail de ses habitants.

Pourquoi ma collègue ne veut-elle pas donner aux Mexicains la possibilité d'améliorer leur sort?

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, notre parti cherche à garantir des conditions de travail sécuritaires et salubres à tous les travailleurs—canadiens comme étrangers.

Le ministre du Commerce extérieur parle d'améliorer la situation des gens.

[Français]

Monsieur le Président, le gouvernement dit qu'une entente commerciale nord-américaine aiderait les pauvres du Mexique. Cette déclaration est difficile à croire, parce que l'écart entre les pauvres et les riches aux États-Unis et au Canada est plus grand qu'avant le libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Ma question pour le ministre est celle-ci: Où est la preuve que la situation serait différente avec une entente entre les trois pays, pour les pauvres, pour les travailleurs et travailleuses du Mexique et du Canada?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la preuve, c'est que le commerce s'est développé de façon exponentielle dans le monde depuis 1945, depuis que la plupart des pays, dont les États-Unis, ont adopté des politiques commerciales libérales.

Tous les pays—le Canada compris—sont ensuite devenus beaucoup plus prospères. Le commerce représente 30 p. 100 de notre PNB. Le Mexique est lui aussi en train de devenir un pays commerçant. Il a réduit et changé l'ensemble de son programme commercial.

Jusqu'à il y a quatre ans, le Mexique suivait des politiques aveugles et sans espoir semblables à celles que la députée propose. Il a changé tout cela. C'est maintenant un pays plein de dynamisme et d'espoir. Il est en train de s'intégrer à la collectivité internationale. Il sait qu'il ne peut qu'accroître sa richesse et sa puissance en devenant compétitif à l'échelle internationale.

Le Mexique est en train d'abandonner ses anciennes politiques commerciales socialistes. C'est ce que nous avons fait et nous ne reviendrons pas en arrière comme la députée voudrait que nous le fassions.

* * *

LES RÉFUGIÉS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

À l'instar de tous les Canadiens, les députés de ce côté-ci de la Chambre sont horrifiés de voir la situation tragique des Kurdes, et ce, cinq ans après que la communauté internationale est restée silencieuse pendant que ce peuple subissait les attaques au gaz des mêmes soldats de Saddam Hussein.

Le ministre ne croit-il pas qu'en vertu du prétendu nouvel ordre mondial, la communauté internationale devrait intervenir directement car, de toute évidence, les